

Les circonstances exactes de l'assassinat de Manirumva racontées à la radio

RFI, 16 mars 2012 Burundi : un témoin de premier plan raconte l'assassinat d'Ernest Manirumva à la radio. Une station privée burundaise, la Radio publique africaine (RPA) fait sensation depuis deux semaines en faisant parler un homme qui prétend avoir été recruté par les commanditaires du meurtre d'Ernest Manirumva. Militant anticorruption, celui-ci a été assassiné à Bujumbura, le 9 avril 2009. Très vite, plusieurs personnes avaient été arrêtées. Elles attendent toujours d'être jugées aujourd'hui. Cependant, après une enquête du FBI américain, les soupçons s'étaient orientés vers un crime d'État.

Ce témoin raconte chaque jour par le menu dans quelles circonstances exactes Ernest Manirumva a été sauvagement assassiné en avril 2009. Les commanditaires de ce crime, plusieurs hauts gradés, dont le numéro un des services secrets, le général Adolphe Nshimirimana, et le directeur général adjoint de la police, le général Gervais Ndirakobuca sont accusés d'avoir supervisé cet assassinat du début à la fin. La raison : l'activiste burundais était en train d'être un trafic d'armes en direction des miliciens Interahamw, les Hutus rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), basés à l'est de la République démocratique du Congo. Le rédacteur en chef de la Radio publique africaine (RPA), Bob Rugurika, ne craint pas les représailles : « On n'a pas vraiment de doute. On n'a pas peur de ce soit parce qu'on est sûr que ce qu'on a fait, c'est très professionnel ». Fait plutôt étrange : les autorités burundaises, si promptes d'habitude à réagir, sont restées bien silencieuses depuis le début de ce grand déballage gouvernement, la police, et même les hauts responsables incriminés n'ont pipé mot. C'est le porte-parole du procureur général, Elyse Ndaye, qui a été envoyé au front pour demander, de façon presque maladroite, aux radios de ne plus évoquer ce cas : « Chaque structure ou organe, qu'il soit de l'État ou de la société civile, doit rester dans son rôle élémentaire ou statutaire dans son travail quotidien ». Depuis deux semaines, les Burundais qui semblent avoir déjà choisi leur camp se précipitent chaque jour devant leur poste de radio pour suivre l'épisode suivant de ce feuilleton qui tient en haleine. Malgré une enquête des experts scientifiques du FBI américain qui mettaient en cause plusieurs hauts gradés des services de sécurité dans l'enlèvement et le meurtre de l'ancien vice-président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), ceux-ci n'ont jamais été inquiétés. En juillet 2011, l'Olucome a subi une attaque au couteau par des inconnus contre leur vice-présidente. D'autres membres de l'association ont été menacés de mort.